

LE DÉFI ÉNERGÉTIQUE:

UN RISQUE POUR LA PAIX OU UNE CHANCE POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE?

La situation énergétique mondiale, dans les 20 prochaines années, constituera un sérieux risque pour la paix, mais aussi une grande chance pour la solidarité internationale: cela pourrait être la conclusion du colloque "Énergie et développement économique du Tiers-Monde" organisé du 24 au 26 octobre par le GREEN (Groupe de recherche en économie de l'énergie et des ressources naturelles) en collaboration avec l'IEPF (Institut de l'énergie des pays ayant en commun l'usage du français).

Parrainé par la très réputée Association internationale des sciences économiques, ce colloque de haut niveau réunissait une cinquantaine d'économistes, spécialistes de l'énergie, venus d'une dizaine de pays différents. Fait à signaler, le Colloque s'est tenu entièrement en français, ce qui est assez rare dans ce domaine. Il s'agissait d'un colloque universitaire certes, mais au travers des discussions "académiques", transparaissaient sans cesse des problèmes qui, aujourd'hui, nous concernent tous comme citoyens du monde.

Le défi énergétique des 30 prochaines années

Le défi énergétique des prochaines années ressortait clairement de l'étude prospective menée par le Conseil mondial de l'énergie et présentée, à l'ouverture du Colloque, par R. Frisch. D'ici à l'an 2020, cette étude prévoit que la consommation mondiale d'énergie aura plus que doublé, passant de 2,3 milliards de TEP (tonne équivalent pétrolier) en 1985, à 5 ou 6 milliards de TEP. Les trois quarts de cette augmentation proviendront du Tiers-Monde qui verra passer sa part de consommation de 30 % en 1985 à 50 % en 2030.

Malgré cela, les énormes inégalités de consommation d'énergie entre le Nord et le Sud persisteront: d'ici à 2020, la consommation moyenne des habitants dans le Nord passerait de 4,5 à 5 TEP; celle des habitants du Sud de 0,65 à 0,8 ou 0,9 et resterait inférieure à 0,5 dans les pays les plus pauvres.

Deux raisons principales expliquent la persistance de ce retard. D'une part, la progression démographique qui verra quelque trois milliards de consommateurs s'ajouter, essentiellement dans les pays du Sud où le dilemme démographique reste entier: pas de croissance économique sans baisse de la démographie et pas de baisse de la démographie sans croissance du progrès économique par habitant. D'autre part, l'abandon progressif des énergies traditionnelles, notamment du bois de chauffage et du charbon de bois, avec l'urbanisation rapide des populations du Tiers-Monde et avec l'épuisement de ces sources d'énergie traditionnelles qui constituent, dans plusieurs de ces pays, près de la moitié de la consommation.

Dans le même temps, les pays du Sud confirmeront leur position nettement dominante comme exportateurs et fournis-

seurs d'énergie aux pays du Nord. Philippe Crabbe a rappelé en effet que près de 70 % des réserves mondiales de charbon bitumineux, 60 % des réserves prouvées de pétrole, 50 % de la capacité hydro-électrique mondiale se trouvent dans les pays en voie de développement. La dépendance du Nord s'accroîtra donc, ce qui ne manquera pas de créer des tensions politiques. Beaucoup pensent que l'armée américaine est en Arabie Saoudite pour y rester, alors que les États-Unis dépendent de leurs importations de pétrole pour plus de 55 % de leur consommation.

De plus, un doublement de la consommation d'énergie mondiale aura d'importantes conséquences sur l'effet de serre et la production de CO₂, dont le Tiers-Monde deviendra aussi le plus grand producteur. La composante environnementale devient ainsi un élément essentiel du problème énergétique mondial.

La question cruciale de la dette

Par ailleurs, l'augmentation de la consommation d'énergie dans les pays du Tiers-Monde et le développement de leur économie dépendront aussi de la façon dont se réglera la question cruciale de la dette: le Sud a une dette accumulée de quelque 1 200 milliards de dollars vis-à-vis du Nord. Pour plusieurs pays, le remboursement de la dette aujourd'hui dépassé le montant de leurs exportations. Dans la plupart des cas, les banques privées ont arrêté de prêter; les grands organismes internationaux, la Banque mondiale et le FMI continuent leurs prêts aux pays les plus pauvres pour leur permettre de survivre, mais les pays "intermédiaires" sont particulièrement atteints et voient leur développement économique très menacé.

Mais, cette situation pourrait tourner en faveur du Sud: le

professeur M. Chatelus remarque en effet: "La tentative de globalisation forcée, à partir d'un rapport de force favorable au Sud grâce au pétrole, a échoué dans les années 1975-1980. Paradoxalement, elle est reprise aujourd'hui par le Nord à partir d'une position de faiblesse du Sud et peut conduire à des résultats positifs." Et il conclut: "L'approche globale et systématique du problème, qui n'avait pas été ressentie comme indispensable par le Nord à propos de l'énergie, est désormais envisagée pour le traitement de cette dette."

Selon le professeur Chatelus, la tentative par le Sud d'imposer un nouvel ordre économique international a échoué, dans les années 1970-1980, du fait, notamment, de l'hétérogénéité du Sud, du refus du Nord d'une perspective à long terme et de l'effondrement des prix du pétrole qui remplaçaient au premier plan la logique du marché et du court terme à l'encontre de toute vision globale. Il constatait aussi que "dans leur ensemble, les économies du Sud étant plus vulnérables au choc et moins aptes à se transformer que celles du Nord, elles sont plus fortement touchées par les variations brutales des prix du pétrole."

Les coûts de l'énergie

Dans ce contexte, les pressions sur les ressources énergétiques devraient avoir aussi pour effet



Les deux coprésidents du colloque "Énergie et développement économique du Tiers-Monde": le directeur de l'IEPF, Bernard Duhamel, et le professeur Antoine Ayoub, du GREEN.

de faire monter les coûts de l'énergie. Le rapport prévoit, en dollars constants, un prix moyen de 30 \$ le baril en l'an 2000 et de 40 à 50 \$ en l'an 2020, ce qui n'étonnera guère puisque la crise du Golfe a amené, en quelques jours, des augmentations de cet ordre.

Or, au prix de 40 ou 50 \$ le baril, de nouveaux gisements (comme celui d'Hibernia) deviennent très rentables; par ailleurs, d'autres sources d'énergie renouvelable comme l'énergie solaire, pourraient aussi franchir le seuil de rentabilité: si les économistes classiques prévoient que le charbon, le pétrole, le gaz resteront les principales sources d'énergie du début du siècle, les énergies renouvelables qui, avec le nucléaire, occupent moins de 20 % du marché, pourraient voir leur part augmenter. Mais c'est là une question fort discutée parmi les experts. L'énergie solaire, notamment, sous sa forme photovoltaïque, offrirait d'intéressantes possibilités, comme l'a souligné le professeur Carlos Suarez, d'Argentine: elle pourrait se développer de façon décentralisée en priorité pour alimenter les campagnes et fournir progressivement les réseaux électriques urbains.

Améliorer la performance énergétique

Finalement, les espoirs les plus sérieux reposent sur un découplage de la consommation

d'énergie et du développement économique. Les économistes parlent ici de diminuer "l'intensité énergétique", c'est-à-dire la quantité d'énergie commerciale nécessaire à créer une unité de richesse économique, une intensité qui est mesurée en KEP/\$ (kilo équivalent pétrole par dollar). Cette mesure permet de rendre compte de la performance énergétique globale d'une économie, une performance qui dépend d'un ensemble de facteurs: structure du système économique, localisation des industries de base, maîtrise de la demande, efficacité énergétique.

La performance des pays du Nord en cette matière s'est considérablement améliorée. Depuis le début du siècle, l'intensité énergétique y est passée de 1 à 0,50 et devrait atteindre 0,30 en l'an 2020. Avec des économies moins performantes, les pays du Sud peuvent néanmoins accomplir d'importants progrès avec une diminution de cette intensité énergétique de 0,9 à 0,6 d'ici à 30 ans. Mais cette amélioration de la performance énergétique suppose une bonne connaissance du système économique de chaque pays, des gestionnaires bien formés et aussi des investissements pour créer une infrastructure énergétique performante, toutes choses dont les pays du Sud pourront bénéficier dans la mesure où les pays du Nord sauront les faire profiter de leurs connaissances et de leurs ressources.

Bien sûr, il reste une dernière hypothèse: celle qui consisterait à se démarquer du modèle de la société de consommation pour adopter un modèle alternatif, du type recommandé par certains écologistes, un modèle alternatif qui reste toutefois largement à définir et que les économistes hésitent à aborder tant qu'il n'est pas mieux défini.

Organisé depuis longtemps, ce colloque s'est trouvé à coïncider avec la crise du Golfe. Comme l'ont souligné plusieurs conférenciers, il était sans doute temps de se réveiller. L'abondance d'énergie à bon marché que nous avons connue depuis 1985 nous a en effet bien mal préparés à aborder les énormes défis économiques, sociaux, politiques, environnementaux, technologiques que pose la situation énergétique à l'orée de ce XXI^e siècle et la crise du Golfe aura sans doute eu le mérite de secouer quelque peu l'apathie des politiciens et des populations.

André Desmartis